

LE PATRON DU FCE L'A ANNONCÉ HIER

Même les devises au noir seront recyclées dans le circuit bancaire

Les devises qui circulent dans le marché informel, au noir, pourront être recyclées dans le circuit bancaire. La question a été abordée lors de la rencontre qui a regroupé une délégation du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, auquel l'association patronale a remis une Contribution pour l'émergence de l'économie algérienne. Le FCE recommande par ailleurs la réorientation de la politique de soutien envers les ménages à revenus précaires.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le président du FCE, Ali Haddad, qui a animé hier une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre, l'assainissement fiscal, déjà entériné par la loi de finances complémentaire pour 2015, concernera tant les sommes en dinars qu'en devises.

A charge de déterminer les montants concernés et à condition que l'origine des fonds ne soit pas criminelle (drogue, contrebande, terrorisme, corruption), tout détenteur pourra faire recycler son argent dans les banques et contribuer ainsi au financement de l'économie.

«La source de ces fonds ou les transactions qui en sont à l'origine doivent être légitimes et ne correspondent à aucun acte incriminé par le code pénal et la législation régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», précise la LFC 2015. A ce propos, le président d'honneur du FCE, Omar Ramdane, expliquera qu'il s'agit de capter «l'argent gris, les sommes détournées par des personnes qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations fiscales», des sommes pouvant être estimées à environ 700 à 1 000 milliards de dinars, voire davantage.

Cela même si l'Etat a toute latitude de «demander la provenance des fonds», précisera M. Ramdane.

Notons que l'article 43 de la

LFC 2015 a fixé à 7% la taxation forfaitaire libératoire applicable sur les sommes déposées auprès des banques par des personnes physiques qui peuvent désormais transférer leurs capitaux du circuit informel vers les banques.

Une mesure qui entre dans le cadre d'un programme de conformité fiscale «volontaire» et fixe au 31 décembre 2016 la date limite de mise en œuvre de ce dispositif. «A l'issue de cette période, les personnes disposant de fonds éligibles à ce programme et n'y ayant pas souscrit feront l'objet de redressements dans les conditions de droit commun avec l'application des pénalités et sanctions prévues en la matière», précise l'article 43.

A propos justement de cette LFC 2015, le président du FCE en relèvera avec satisfaction le contenu, s'agissant notamment des incitations fiscales décidées (réaménagement de l'IBS et de la TAP) au profit des producteurs.

Comme Ali Haddad ne manquera pas de se féliciter des autres décisions prises lors du récent conseil des ministres, les qualifiant d'«actes historiques», concernant notamment la révision de la réglementation régissant la passation des marchés publics et la dépénalisation de l'acte de gestion. Mais aussi au président du FCE de relever «la concordance» de vues entre son association patronale et le Premier ministre, auquel le Forum a remis un document portant contribution du Forum «pour



Ali Haddad, président du FCE.

l'émergence de l'économie algérienne», en présence du directeur de cabinet de la présidence de la République, de plusieurs membres du gouvernement et du secrétaire général de l'UGTA.

Ainsi, Ali Haddad évoquera la «sincérité», l'«engagement» fort et la disponibilité du Premier ministre dont le gouvernement est «ouvert», mais aussi «conscient de la crise» économique actuelle et de la nécessité de mener les réformes. Cela même si Abdelmalek Sellal aura évoqué, selon le leader du FCE, la nécessité d'insuffler «la confiance» ainsi que la problématique de la mise en application des décisions gouvernementales. En ce sens, le document soumis se présente

comme un plaidoyer pour «la réunion des conditions facilitatrices et incitatives qui permettront à l'entreprise algérienne de prendre le relais du développement par l'investissement».

Un document qui «n'a pas pour ambition de proposer des solutions à tous les dysfonctionnements de l'économie algérienne, ni la prétention de régler la question cruciale du financement alternatif de notre développement», observera le vice-président du FCE, Brahim Benabdesslem. Il s'agit plutôt d'implémenter des objectifs et une vision sur le moyen et long terme (génération de 7 à 8% de croissance économique durant les 5 prochaines années, création de 60 000 emplois directs par an...),

de concrétiser le principe constitutionnel de la liberté d'entreprendre, le rôle régulateur de l'Etat.

Il s'agit essentiellement de 16 mesures structurelles urgentes (relatives au financement, à la fiscalité et à la relance de l'investissement), d'une série de mesures sectorielles urgentes et d'une autre série de mesures complémentaires.

Parmi les mesures proposées, la réorientation de la politique de subvention et de soutien des prix envers les ménages aux revenus précaires, notera le président d'honneur du FCE. Ainsi, les 1 700 milliards de dinars consacrés par l'Etat pour le soutien des prix de large consommation pourraient être ramenés à 400 milliards de dinars, Omar Ramdane évoquant l'opportunité de ne subventionner que les personnes sans revenus et les familles aux revenus précaires, faibles. Il s'agit en fait de «libérer les prix», d'œuvrer à «imposer le prix réel du marché» selon le président du Forum. Ce qui permettra de lutter contre le gaspillage et la contrebande, générer la création de 100 000 emplois, mais aussi de réorganiser le modèle national de solidarité.

Notons d'autre part qu'une réunion gouvernement-walis est prévue la semaine prochaine, indiquera Ali Haddad se référant à une annonce du Premier ministre.

C. B.

Le FCE est disposé à soutenir l'industrie militaire

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) «n'a jamais cherché et ne veut pas reprendre l'actif des entreprises publiques», assurait hier Ali Haddad, réitératif.

Selon son président, l'association patronale prône plutôt un partenariat privé-public, à l'instar du partenariat privé-étranger ou public-étranger, à même de stimuler la compétitivité du secteur public.

Récusant ainsi toute idée de privatisation, le président du FCE considère néanmoins que tous les secteurs d'activité doivent être ouverts à l'exception des domaines de souveraineté, des secteurs «stratégiques». Toutefois, l'association patronale est disposée à soutenir «l'industrie militaire si elle a besoin d'investissement privé», observera Ali Haddad.

C. B.

ELLE VIENT D'ÊTRE PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL

La LFC 2015 taxe les importations

Publiée au Journal officiel n°40, l'Ordonnance 15-01 du 23 juillet 2015 portant loi de finances complémentaire pour 2015 impose une taxe sur les importations de biens et services.

Dans son article 73, la LFC institue une taxe de domiciliation bancaire sur les opérations d'importation de biens ou de services. Cette taxe est «acquittée au taux de 0,3% du montant de l'importation pour toute demande d'ouverture d'un dossier de domiciliation d'une opération d'importation de biens ou de marchandises, sans que le montant de la taxe ne soit inférieur à 20 000 dinars».

Ce faisant, les personnes exemptées de la taxe de domiciliation bancaire au titre des importations des biens d'équipements et matières premières qui ne sont pas destinées à la revente en l'état, sont passibles, lorsque l'engagement qu'ils ont souscrit n'a pas été respecté,

d'une amende égale à deux fois la valeur de ces importations, précise l'article 74.

Notons que l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) a été revu à 19% pour les entreprises de production, 23% pour les activités de BTPH et de tourisme et à 26% pour les autres activités, notamment celles d'importations et de revente en l'état. Quant à la Taxe sur l'activité professionnelle (TAP), la LFC 2015 a ramené son taux à 1%, sans bénéfice des réductions pour les activités de production de biens et à 2% avec une réduction de 25% pour les activités du BTPH.

Par ailleurs, la LFC fixe le tarif de la taxe des véhicules neufs importés ou acquis localement entre 80 000 et 250 000

dinars pour les véhicules de tourisme moteur-essence (en fonction du cylindrage), avec un abattement de 20 000 dinars pour les véhicules équipés de GPL/C, à l'exception des véhicules dont le cylindrage est égal ou supérieur à 2 500 cm³.

Cette taxe est entre 120 000 dinars et 400 000 dinars pour les véhicules de tourisme diesel (en fonction du cylindrage) et entre 200 000 dinars et 350 000 dinars pour les véhicules de transport de personnes.

Le produit de cette taxe, lors de leur première mise en circulation, est reversé à 85% au Fonds spécial pour le développement du transport et à 15% au budget de l'Etat.

Notons que le texte publié ne porte aucunement mention du plafonnement de la consommation de carburants ou du réajustement de la vignette automobile.

C. B.

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS DE LA SANTÉ DU SECTEUR PRIVÉ

20 décisions de fermeture prises dans la capitale

Le département de la santé sévit. Un communiqué-bilan rendu public hier, soit au lendemain d'une vaste opération d'inspection des établissements du secteur privé dans la capitale, a abouti à des décisions dont la plus importante est la fermeture d'une vingtaine de structures sanitaires, à savoir deux établissements hospitaliers privés, un centre de procréation médicale, cinq centres de diagnostic et douze cabinets de spécialistes.

Selon la même source, l'opération «inopinée» de l'inspection des différents établissements privés activant dans le secteur de la santé menée dans la wilaya d'Alger a abouti également à 45 mises en demeure plus des avertissements et convocations des directeurs techniques concernés pour 12 établissements hospitaliers privés, deux centres de procréation médicale, cinq centres de diagnostic, 19 cabinets de spécialistes et 7 centres d'hémodialyse.

Dix cabinets de spécialistes ont reçu, de la part de la commission de contrôle, des blâmes. Par ailleurs et au sujet des 112 officines pharmaceutiques inspectées, la même source a indiqué que 98 avertissements ont été émis «pour absence irrégulière des pharmaciens titulaires d'officine qui sont tous, ajoute la même source, convoqués».

«Les principales infractions relevées concernent notamment l'extension des activités sans autorisation et la transformation des structures sans respect des noms parallèlement à l'absentéisme des pharmaciens, le remplacement sans autorisation, la non-déclaration du personnel et l'emploi de praticiens médicaux sans autorisation», a-t-on ajouté.

A. Bettache